

*Article 31 du Règlement*

[Français]

**L'ÉNERGIE**

**M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie):** Monsieur le Président, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources nous a appris hier que le prix du pétrole augmenterait de 10c. le litre. Il fut précisé également, lors de cette conférence, que les provinces Maritimes et le Québec ne jouissaient pas de garanties d'approvisionnement en pétrole.

Cependant, avec l'Accord Canada—Terre-Neuve, les Maritimes auront des garanties d'approvisionnement en vertu d'Hibernia, et seul le Québec n'aura aucune garantie d'approvisionnement en matière de pétrole.

Je comprends que le Canada anglais refuse de reconnaître la société distincte, mais je réalise que le Canada anglais réserve toujours un sort distinct au Québec.

**Mme Sheila Copps (Hamilton—Est):** Il y a des francophones hors Québec aussi!

\* \* \*

[Traduction]

**LE SÉNAT**

**M. Felix Holtmann (Portage—Interlake):** Monsieur le Président, l'arrogance réformiste est la pire de toutes les arrogances.

Hier, nous avons entendu le chef non élu du Parti libéral donner ordre aux libéraux non élus du Sénat non élu de ne pas se plier à la volonté du gouvernement légitimement élu.

Dans le groupe de sénateurs libéraux non élus, monsieur le Président, on distingue à peine un sénateur élu. Ce sénateur réformiste obéit lui aussi à son chef non élu, Preston Manning. Ce sénateur réformiste reçoit quatre pensions du gouvernement, son salaire de sénateur et 153 \$ par jour pour se présenter au travail.

Ce sénateur réformiste n'a pas coupé son salaire de 15 p. 100, comme M. Manning le lui a demandé. Non, il accepte tout cet argent et donne 10 p. 100 de son salaire aux oeuvres de charité, ce qui lui évite de payer l'impôt au gouvernement du Canada.

J'appelle cela un charlatan réformiste. La pire arrogance est l'arrogance réformiste. Les sénateurs élus ont prouvé qu'ils sont les plus arrogants de tous les sénateurs.

**LE CANADIEN NATIONAL**

**M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona):** Monsieur le Président, on se rappellera que, au cours de la campagne électorale de 1988, j'ai diffusé un document interne du CN qui devait être confidentiel et dans lequel le CN prévoyait le licenciement de 17 000 de ses employés. Pas plus tard que la semaine dernière, le CN annonçait la mise en disponibilité de 1 500 travailleurs. Cet avis faisait suite à de nombreux avis similaires, et le CN est bien en train de mettre à exécution le plan que j'ai malheureusement eu l'occasion de dévoiler en 1988.

Je crois que nous devons reconnaître que la politique du gouvernement est la cause première de ces mises à pied. Le gouvernement appuie la déréglementation du transport, ce qui correspond au libre-échange dans le domaine du transport. Il met, à tort, l'accent sur le camionnage, l'utilisation des autoroutes et la consommation accrue de carburants fossiles. Au lieu de mettre sur pied une structure, un régime fiscal et d'autres programmes qui favoriseraient le transport ferroviaire, le mode de transport des marchandises et des voyageurs le plus écologique, il fait tout le contraire et prétend quand même être le grand champion de l'environnement.

\* \* \*

**LA JOURNÉE DE LA PERSONNE**

**Mme Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, nous célébrons aujourd'hui la Journée de la personne, et évoquons le souvenir des femmes courageuses à qui l'on doit le triomphe de notre cause.

Il y a soixante-neuf ans, Agnes MacPhail devenait la première femme à siéger au Parlement canadien. Huit ans plus tard, le 18 octobre 1929, les femmes étaient enfin légalement reconnues comme des personnes.

Même la Société canadienne des postes a reconnu la contribution de Agnes MacPhail, puisqu'elle a émis récemment un timbre en son honneur.

Malheureusement, en cette Journée de la personne, force est de constater que le gouvernement ne reconnaît pas la pleine égalité des femmes puisqu'il a décrété des compressions dans les programmes destinés aux femmes et déposé un projet de loi sur l'avortement qui constitue une atteinte à la personne et brime la liberté de choix acquise il y a 61 ans.

Je demande au gouvernement, en cette Journée de la personne, de s'engager à faire en sorte que l'égalité des femmes devienne réalité dans notre pays.